



N°103
Mars
2022

J E M

Le Journal des Élu·e·s et Mandaté·e·s de la CGT Finances Publiques 83

GT du 3 mars 2022 **Des miettes pour solde de tout compte ?!**

Dans le cadre du 3^e volet de l'accord relatif à la reconnaissance professionnelle de l'engagement des agents, la DDFiP 83 a réuni les syndicats pour étudier les propositions émanant des services pour l'utilisation du fond d'amélioration du cadre de vie au travail.

La CGT refuse de trier les demandes des agents et a donc décidé de ne pas participer à ce groupe de travail considérant que nous n'avions pas à écarter des demandes pour en favoriser d'autres. Toutes les demandes sont légitimes en soi mais l'enveloppe ne permettra pas de toute façon de toutes les satisfaire. Le CTL qui devra décider de l'attribution de l'enveloppe se tiendra le 11 avril.

Voici la déclaration :

Monsieur le Directeur,

La CGT Finances Publiques du Var a décidé de ne pas participer au groupe de travail convoqué ce jour. La principale préoccupation des Français, et nous n'en doutons pas, d'une majorité des agents des Finances Publiques, c'est la dégradation du pouvoir d'achat. La hausse des prix du carburant, de l'énergie, de l'alimentaire n'est pas terminée compte tenu du contexte international.

Pour la CGT, l'esprit de l'accord national est bien de faire profiter collectivement tous les agents des enveloppes dégagées pour améliorer le cadre de vie au travail.

Aussi, les possibilités pour que cet argent profite à tous sont réduites.

La CGT est favorable, par exemple, à l'attribution d'un chèque pour chaque agent afin de pouvoir acheter ce dont ils pensent avoir besoin pour améliorer leur quotidien. Cela aurait été équitablement réparti pour chacun.

C'est d'ailleurs de cette manière que le gouvernement a répondu à une partie des Français pour faire face à l'augmentation des prix par un versement de 100 €.



Au lieu de cela, l'administration a décidé de lancer des débats dans les services afin que les agents s'expriment à partir de leurs souhaits personnels mais pour retenir, au final, des projets qui ne pourront répondre qu'à une partie des agents. Aujourd'hui vous demandez aux organisations syndicales d'examiner les différentes propositions et d'émettre des avis. Ce n'est pas notre conception du rôle d'un syndicat. Nous n'avons pas à choisir à la place des agents et à jouer le jeu de la division entre eux dans les arbitrages qu'il faudra opérer.

Alors que la DGFIP lâche quelques miettes, les collègues des trésoreries qui ont été fermées, comme ceux du site de St-Tropez, ont directement vu se dégrader leurs conditions de vie au travail. Il en va de même pour ceux des services qui ont accueilli les missions des services supprimés.

Les agents qui subissent la décision du DDFiP de supprimer la possibilité de finir à 15h30 voient également comment ils sont méprisés et combien leur condition de vie au travail dépendent du bon vouloir de ceux qui dirigent sans aucune considération pour le bien être des agents.

L'urgence pour améliorer les conditions de travail c'est d'arrêter les suppressions d'emplois et les restructurations de service. C'est aussi de donner de véritables moyens financiers pour que le nettoyage quotidien dans les services ainsi que l'entretien des bâtiments soient assurés.

L'urgence pour le pouvoir d'achat est l'augmentation générale du point d'indice et des pensions.



CGT Finances Publiques 83
20 place Noël Blache-83000 Toulon
Tel : 04.94.22.82.65
Mail : cgt.ddfip83@dgfip.finances.gouv.fr
Site : <http://www.dgfip.cgt.fr/83/>
Facebook : CGT Finances Publiques 83